



international  
**alert**

# L'UNITÉ DE RECYCLAGE DES BARBECHAS À ETTADHAMEN

Un projet pilote basé sur les principes de  
l'économie sociale et solidaire





international  
**alert**

# **L'unité de recyclage Des barbechas à Ettadhamen**

Un projet pilote basé sur les principes  
de l'économie sociale et solidaire

LILIA BLAISE

**2020**

# À PROPOS INTERNATIONAL ALERT

International Alert est une organisation internationale non gouvernementale ayant le statut de membre consultatif des Nations-Unies.

Elle œuvre en faveur de la paix et de la résolution des conflits.

En Tunisie, elle apporte son soutien aux organisations de la société civile, au renforcement la démocratie locale participative et à la promotion de la participation des jeunes.

[www.international-alert.org](http://www.international-alert.org)

# À PROPOS DE L'AUTEUR

**LILIA BLAISE**

Correspondante pour la chaîne France 24, le journal Le Monde et Mediapart. Elle est également co-réalisatrice du documentaire tunisien 7 vies.



# SOMMAIRE



<b>Introduction</b> .....	<b>06</b>
<b>I. L'expérience de l'unité de Recyclage de la cité d'ettadhamen</b> .....	<b>11</b>
A. Genèse et origine du projet .....	<b>11</b>
B. Naissance du projet pilote d'unité de recyclage .....	<b>13</b>
C. Etapes du partenariat entre International Alert et l'Association de la protection de l'environnement et de recyclage .....	<b>14</b>
<b>II. Les défis / un projet pilote qui peut servir pour d'autres communes? / L'avenir de l'unité</b> .....	<b>16</b>
A. Les difficultés rencontrées .....	<b>16</b>
B. Le problème législatif : l'absence d'un cadre légal pour l'économie sociale et solidaire en Tunisie .....	<b>17</b>
C. Les défis créés par l'absence d'un cadre légal .....	<b>18</b>
<b>III. Impact et perspectives : La structuration d'un secteur vulnérable, focus sur les barbéchas</b> .....	<b>20</b>
A. Comment les barbéchas envisagent-ils leur avenir face à ces défis ? ...	<b>20</b>
B. Les besoins premiers des barbéchas .....	<b>21</b>
C. L'importance de la question du genre .....	<b>23</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>23</b>

# Introduction

Ils sont plus de 8.000 en Tunisie selon les estimations officielles, mais difficiles à dénombrer car ils travaillent sans reconnaissance légale ni couverture sociale et sont en situation de précarité. Ces chiffonniers se chargent de la collecte des matières recyclables : objets en plastique, en aluminium ou en verre (bouteilles et canettes notamment) , papier et carton. Invisibles aux yeux de la société mais souvent stigmatisés, ils sont devenus les « barbéchas » (« berbech » en dialecte tunisien), ceux qui farfouillent dans les poubelles pour récupérer du plastique et le vendre à des collecteurs, ceux-ci se chargeant de le revendre à des usines de recyclage dont la production est ensuite exportée vers la France, l'Allemagne, ou même la Chine ou le Brésil. Les barbéchas font un travail indispensable mais ils restent peu intégrés à l'économie légale et souvent exposés à des risques multiples. Ils doivent affronter diverses maladies du fait de leur contact permanent avec les poubelles et la saleté, mais aussi la fatigue pour ceux qui font encore leurs collectes à pied avec une brouette, le harcèlement pour les femmes, sans parler des regards stigmatisants et méprisants de leurs concitoyens. Rien que dans la cité d'Ettadhamen, près de 800 barbéchas font vivre des familles entières. Selon ces barbéchas eux-mêmes, ils seraient plus de 3.000.

6

“

Si je ne sors pas pour ramener du plastique, c'est simple, ma femme et mon enfant ne mangent pas. Je sors à 3h du matin, je rentre un ou deux jours après vers 15h. Je fais tout Tunis à pied. Je me suis habitué à l'odeur au fil des années mais ce que j'aimerais, c'est un cyclomoteur ou un tuc-tuc pour aller plus vite et me fatiguer moins.

”

**Chokri Ayari, 39 ans, barbécha depuis plus de vingt ans, membre de l'Association de protection de l'environnement et de recyclage d'Ettadhamen.**

Sans sécurité sociale ni statut légal, les barbéchas doivent en outre faire face à l'arrivée de la concurrence avec les collecteurs de plastique et les cages de tri mis en place par certaines municipalités. Ils perçoivent ces nouveaux acteurs comme une forme de concurrence déloyale, surtout quand ils occupent le terrain depuis des années, sans aucune reconnaissance des autorités.

Face à ces problèmes, notre organisation, International Alert, qui depuis 2012 œuvre en Tunisie au soutien des organisations de la société civile, au renforcement la démocratie locale participative et à la promotion de la participation des jeunes, s'est unie à l'Association de protection de l'environnement et de recyclage d'Ettadhamen, née en 2015, pour soutenir

la communauté marginalisée des barbéchas.

Fruit d'un travail collaboratif, ce partenariat vise à faire entendre la voix des barbéchas dans le but d'améliorer leur condition économique et sociale, de leur garantir un salaire régulier et décent et une couverture sociale et de favoriser leur inclusion dans le tissu économique local.

“

Quand on est seul, personne ne nous écoute ; peut-être qu'à plusieurs ce sera différent. Ce que nous demandons, c'est une loi pour définir notre profession. Aucun de nous n'a réellement eu la possibilité de choisir un autre travail. Ce métier s'est imposé à nous à une époque où le chômage était déjà omniprésent dans ce quartier. Désormais, nous devons défendre ce métier car il a aidé beaucoup d'entre nous à survivre.

”

**Mohamed Ali Nssib, 67 ans, co-fondateur de l'Association de protection de l'environnement et de recyclage, membre du bureau exécutif et doyen des barbéchas au sein de l'association.**

En collaboration avec cette association qui réunit près de 70 barbéchas, International Alert a lancé le projet pilote d'une unité de collecte et d'un centre de recyclage au cœur d'Ettadhamen. Son objectif est de promouvoir la restructuration du secteur informel de la collecte et du recyclage des déchets plastiques, d'obtenir la reconnaissance légale et l'inclusion économique des barbéchas, de garantir leurs droits sociaux et économiques et d'encourager la protection de l'environnement à travers la promotion du recyclage des déchets.

Si cette expérience réussit, elle pourrait servir de modèle pour d'autres régions afin de permettre l'intégration des barbéchas dans une économie plus formelle et de les faire bénéficier des droits élémentaires du travail.

“

L'idée n'est pas de résoudre le problème du chômage, nous n'en avons pas les moyens en tant que composante de la société civile, mais de montrer qu'en s'auto-organisant et en se structurant des travailleurs précaires et non reconnus peuvent trouver des alternatives au chômage tout en bénéficiant de droits sociaux. Il s'agit de valoriser ce secteur, mais aussi de montrer en quoi il peut être un acteur central dans le quartier au niveau écologique et économique.

”

**Olfa Lamloum, directrice du bureau de Tunis d'International Alert.**



Depuis deux ans, International Alert aide l'association à financer ses équipements : gants, uniformes, brouettes. Elle a également facilité l'achat de deux machines pour la compression et le broyage du plastique, afin d'augmenter les capacités de stockage et de production des barbéchas.

Par ailleurs, en partenariat avec l'Association de défense du secteur public de la santé et des droits de ses usagers, elle a organisé une campagne de vaccination contre le tétanos en faveur de 47 barbéchas. Depuis août 2016, elle soutient l'Association de protection de l'environnement et de recyclage à travers des programmes de renforcement des capacités (formations en sécurité sanitaire, en techniques de recyclage, en économie sociale et solidaire...).

Ce projet de structuration et d'organisation du secteur a dû faire face à plusieurs défis. D'abord d'ordre légal, avec l'absence de tout cadre législatif reconnaissant, organisant et structurant l'activité des barbéchas (le cadre associatif actuel n'étant pas adapté à leur profession). Ensuite, d'ordre administratif : lourdeur des procédures relatives au changement de puissance électrique nécessitée par le type d'activité de l'unité de production, absence d'une zone industrielle exigée par la loi pour abriter toute activité d'ordre économique. Enfin, d'ordre politique, les autorités étant peu enclines à soutenir réellement l'économie sociale et solidaire dans le pays, malgré la réflexion suscitée par un projet de loi relatif à cette question.

Aujourd'hui, il est plus que nécessaire qu'une action politique se mette en place pour reconnaître le statut de ces travailleurs et travailleuses de l'ombre et les soutenir dans leur volonté de se structurer. Si beaucoup d'entre eux souhaitent rester indépendants et ne demandent pas un poste de salarié ou d'employé municipal, il est vital de leur donner les moyens d'exercer leur métier dans des conditions dignes.

Le projet pilote mené par International Alert témoigne de la volonté de nombreux barbéchas de faire évoluer leur réalité économique, d'améliorer leurs conditions de travail et de s'entraider. Ce modèle d'autonomisation via la société civile, qui s'est construit sans attendre une action d' « en haut », mérite d'être valorisé par les autorités locales et nationales. C'est aujourd'hui tout l'enjeu du projet pilote de la cité d'Ettadhamen.

“

Au lieu d'accorder des micro-crédits, nous sommes plutôt allés vers cette idée d'économie sociale et solidaire où le collectif sert aussi de moyen pour faire pression et négocier les droits de chacun. Cela prouve qu'il y a une autre voie possible pour le développement, même si nous avons dû bricoler un modèle entre le monde associatif et le monde des entreprises pour structurer les barbéchas, puisque le concept d'entreprise sociale et solidaire n'existe pas dans la loi.

”

| Mehdi Barhoumi, chargé de projets à International Alert.

Ce projet pilote ambitionne de montrer la voie à d'autres communautés marginalisées et invisibilisées (vendeuses de pain tabouna, fabricantes de canouns à Hay Hellal, brodeuses de la Médina, etc.) afin de promouvoir leur auto-organisation. Plus largement, il est porteur d'une réflexion à grande échelle sur la place accordée à l'économie sociale et solidaire en Tunisie, visant l'intégration de celle-ci dans l'économie formelle. Il semble y avoir une demande en Tunisie pour ces nouveaux modèles économiques qui favorisent les initiatives solidaires et la réappropriation des droits du travail par les marginalisés. En témoignent l'expérience de Jemna, dans le Sud tunisien, qui incarne depuis 2011 une forme d'association coopérative indépendante, et celle de l'Artisanerie, une boutique-atelier ouverte en 2018 à Tunis, basée elle aussi sur le modèle de l'économie sociale et solidaire et visant à donner plus de visibilité au travail des femmes artisans à travers toute la Tunisie et à les aider à leur production sur un marché plus large.

Ces modèles, qui sont soit autofinancés, comme Jemna grâce à la production de dattes, soit subventionnés par des ONG pour leur lancement, comme l'Artisanerie, méritent davantage de reconnaissance et de soutien de la part des autorités dans un pays où le chômage touche officiellement 15% de la population – un fléau que les gouvernements qui se sont succédé depuis 2011 n'ont pas réellement réussi à conjurer.

Si les initiatives sociales et solidaires bénéficient d'un encouragement symbolique, comme en témoigne la présence de Sayida Ounissi, alors ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, lors de l'inauguration de l'unité de recyclage en 2018, la mise en place de réformes concrètes et encourageantes peine à se faire.

Dans le cas des barbéchas, outre l'absence d'un cadre juridique, on ne peut que constater le manque d'interaction et de coopération avec les municipalités et les communes.

Enfin, il faut souligner l'impact et l'importance des activités des barbéchas en matière de protection de l'environnement. La Tunisie, en effet, est le quatrième consommateur de plastique dans la région, et perd environ 20 millions de dollars chaque année à cause de la pollution plastique, selon le rapport du Fonds mondial pour la Nature (WWF). A titre d'exemple, le rapport révèle qu'en 2016 la Tunisie a généré 250.000 tonnes de déchets plastiques, dont 20% n'ont pas été collectés. Selon un rapport de la GIZ, une organisation allemande qui a étudié la situation du secteur des barbéchas en 2014, environ 15.000 tonnes de plastique PET sont recyclées chaque année en Tunisie, dont les deux tiers par le secteur informel.

Les barbéchas sont l'un des maillons de la chaîne de collecte des déchets – un maillon clef mais faible et invisibilisé, alors qu'il est essentiel si le pays veut s'engager davantage dans la préservation de son environnement et la lutte contre le réchauffement climatique.

Cette contribution qui revient sur l'expérience du projet pilote de la cité d'Ettadhamen vise avant tout à faire prendre conscience de l'importance du métier de barbécha et de la nécessité de lui offrir un meilleur cadre de travail juridique et social. Mais il entend aussi favoriser la réflexion sur de nouveaux modèles économiques (économie sociale et solidaire, entrepreneuriat collaboratif) qui pourraient ouvrir la voie à des solutions alternatives à la problématique du chômage.

# I. L'expérience de l'unité de recyclage de la cité d'Ettadhamen

## A. Genèse et origine du projet

A Ettadhamen, l'une des agglomérations les plus denses du Grand Tunis avec plus de 140.000 habitants, les barbéchas font littéralement partie du paysage. Selon l'étude menée par la GIZ en 2014, la forte concentration de barbéchas dans cette cité est en partie due à la production de plastique locale, particulièrement importante : « Le pourcentage de la fraction organique (71%) des déchets est très élevé et dépasse la moyenne nationale. Le pourcentage de papier / carton est plus faible (8%) que la moyenne nationale, qui est de l'ordre de 10%. Le plastique atteint 13% et les métaux 5%. Le pourcentage total de matières recyclables est de 26%. » La GIZ a fait un comparatif avec la municipalité de la Marsa, qui compte environ 140 barbéchas.

Dans le « Chemin des chinois », la principale artère où se concentrent les barbéchas, les petits hangars des collecteurs de plastique sont remplis de montagnes de sacs renfermant le fruit des collectes journalières. Il n'est pas rare de croiser dans la rue un barbécha, homme ou femme, en train de fouiller dans une poubelle.

“

Parfois, ce sont des familles entières qui font ce métier. En journée, tu peux souvent voir des femmes en train de faire le tri près des poubelles, car elles ne travaillent pas la nuit.

”

**Meher Omrani, 26 ans, impliqué dans le projet de l'Unité de recyclage avec International Alert.**

Le quartier s'est construit autour des activités des barbéchas car, comme le confient la plupart des interviewés, quand ils se sont lancés dans ce métier il n'y avait pas d'autre alternative au chômage.

“

La majorité sont devenus barbéchas par obligation. Certains se transmettent le métier de père en fils. D'autres travaillent dans d'autres secteurs, mais ils continuent à collecter les déchets pour arrondir les fins de mois car ils en ont pris l'habitude à un moment ou un autre de leur vie. Beaucoup sont fiers de faire ce métier car c'est une activité difficile. Ils sont devenus de plus en plus nombreux après la Révolution, certainement à cause des difficultés économiques qu'a traversées le pays.

”

**Meher Omrani.**

“

J'ai commencé en accompagnant mon père après l'école. Quand il est mort j'ai dû prendre le relais vers l'âge de 16 ans car j'étais le seul à pouvoir faire vivre ma famille.

”

**Hassan Bouallegue, 38 ans, ancien barbécha devenu collecteur de plastique, membre de l'association.**

12 | International Alert a commencé à travailler à Ettadhamen en 2014, en réalisant la première enquête sociologique quantitative et qualitative sur ses jeunes habitants (18 à 34 ans), majoritairement marqués par le chômage, la précarité, les parcours scolaires accidentés. Dans ce quartier situé à sept kilomètres seulement du centre-ville de Tunis, la marginalisation est évidente, que ce soit au niveau des infrastructures, défectueuses et mal entretenues (voirie délabrée, ponts inachevés...), ou dans les cafés remplis de jeunes en attente d'un changement. C'est au cours de l'implémentation de son premier programme dans le quartier, visant le renforcement de la participation des jeunes par le biais de séances de dialogue, d'ateliers culturels et artistiques et de focus groups, que les membres de l'ONG ont rencontré les barbéchas.

“

En partenariat avec des associations de jeunes du quartier, nous avons organisé une campagne de sensibilisation sur la question de l'environnement au centre de la cité d'Ettadhamen. Un groupe d'artistes urbains a formé des jeunes à faire des graffitis sur les chariots des collecteurs de déchets. Une manière de donner un peu de valeur au travail des barbéchas. Cet événement a marqué le début de la sensibilisation sur l'activité des barbéchas. Nous avons débattu sur l'importance de leur activité pour l'embellissement du quartier, sur leur rôle social et environnemental, au-delà de leur métier qui est leur principale source de revenus.

”

**Mehdi Barhoumi.**

## B. Naissance du projet pilote d'unité de recyclage

A cette époque, International Alert, qui ambitionnait de mettre en place un projet d'économie sociale et solidaire dans le quartier, explorait la faisabilité de ce projet. La question des barbéchas s'est imposée comme une évidence étant donné les problèmes quotidiens que ces travailleurs rencontrent dans leur activité et le potentiel de développement que représente leur profession au vu de la rentabilité de l'industrie du recyclage à l'échelle internationale. A leur situation de vulnérabilité et de précarité (un barbécha gagne de 500 à 800 millimes par kilogramme de plastique récolté, soit environ 24 dinars pour 40 kilogrammes récoltés en deux à trois jours de travail) s'ajoute une réelle défaillance dans la gestion des déchets dans le quartier. La situation permettait donc une réflexion sur l'amélioration des conditions de travail des barbéchas mais aussi sur la rentabilisation de leur activité dans l'optique d'une meilleure gestion des déchets dans le voisinage.

Il faut rappeler que les barbéchas, malgré leur activité quotidienne intense et bien visible dans tout le Grand Tunis, ne bénéficient d'aucune reconnaissance légale et n'ont donc pas de sécurité sociale ni de protection en cas d'accident lié à leur travail. Si la majorité d'entre eux affirment que la police les laisse tranquilles, il n'en demeure pas moins que certaines municipalités perturbent leurs activités d'une façon ou d'une autre. Les collecteurs de plastique rencontrent les mêmes problèmes.

“

Quand j'ai acheté mon hangar pour stocker le plastique, la municipalité est venue me dire qu'il se trouvait juste à côté d'un lycée et que les déchets pouvaient gêner les élèves. On ne m'a pas proposé de solution, on m'a juste dit de partir, du coup j'ai dû réduire la taille du hangar et trouver un autre endroit. Je fais vivre trois familles de barbéchas avec ma profession.

”

Hassan Bouallegue.

Les barbéchas constituent un maillon très important de la chaîne de recyclage. Ce sont eux qui ramassent le plastique, le trient dans la plupart des cas, puis le vendent aux grossistes, qui gagnent 500 à 1.000 dinars par mois si la collecte est bonne et s'acquittent d'une patente mensuelle de 150 dinars. Ces grossistes revendent le plastique aux usines, qui le recyclent et l'exportent ensuite vers l'étranger. Alors qu'ils sont essentiels au fonctionnement de la chaîne de recyclage, les barbéchas souffrent incontestablement d'une grande vulnérabilité.

“

Les risques de cette profession sont multiples : les femmes, par exemple, ne peuvent pas sortir le soir pour collecter comme le font les hommes car cela menacerait leur sécurité. Les maladies sont très fréquentes, sachant que les barbéchas travaillent parfois sans gants. Ils peuvent tomber sur des seringues ou sur du verre brisé lorsqu'ils fouillent les détritux. Ils n'ont accès ni aux soins, ni aux droits sociaux les plus élémentaires comme le droit à la retraite par exemple.

”

**Mehdi Barhoumi.**

C'est dans l'idée d'organiser et de fédérer les acteurs de ce métier afin qu'ils obtiennent ces droits élémentaires qu'International Alert s'est jointe à une association de barbéchas qui avait déjà commencé ce travail avec peu de moyens. Au terme de deux années de préparation, l'ONG a annoncé le lancement de son projet pilote d'économie sociale et solidaire : l'Unité de recyclage des déchets plastiques au profit des barbéchas de la cité d'Ettadhamen.

## **C. Etapes du partenariat entre International Alert et l'Association de la protection de l'environnement et de recyclage**

14

Ce partenariat a commencé avec une campagne de sensibilisation qui a permis de mobiliser les barbéchas et de mener une première activité avec l'association, dont les activités étaient gelées. International Alert a ensuite organisé des formations en faveur des barbéchas sur les thèmes de la sécurité au travail, des premiers secours, de l'économie sociale et solidaire et de la législation sur les associations.

International Alert a impliqué l'association dans une série d'initiatives sur l'économie sociale et solidaire, ainsi que dans des activités portant sur la gouvernance démocratique locale (par exemple le budget participatif qu'elle a réalisé avec la municipalité d'Ettadhamen). L'ONG a favorisé la tenue d'une nouvelle assemblée générale de l'association, qui a permis de ranimer cette structure et d'élire un nouveau bureau. Elle a par ailleurs soutenu toutes les démarches administratives et légales relatives à la mise en place de l'unité de production : rédaction de la charte et du règlement intérieur, montage administratif et légal, location de l'atelier, achat des machines, recrutement des ouvriers, ouverture d'un compte bancaire, organisation du travail, signature des accords avec les grossistes...

“ Cela fait plus de vingt ans que je travaille avec ma brouette. Mon rêve c'est d'avoir un tuc-tuc ou une mobylette pour soulager un peu mon dos, parce que je fais tout à pied. Je marche parfois d'Ettadhamen jusqu'à la Marsa. Ce qui est bien, c'est que parfois les gens font le tri d'eux-mêmes, ils mettent les déchets plastiques à part parce qu'ils nous voient travailler, il y a moins de stigmatisation qu'avant. Moi, j'utilise une tige de métal fourchue pour fouiller, parfois j'utilise mes mains mais je ne cherche pas trop au fond, je trie en surface. ”

Chokri Ayari.

Si au début la confiance n'était pas forcément présente chez les barbéchas, ceux-ci ayant déjà tendance à se méfier les uns des autres, le lien social qui les unit et les actions concrètes menées par l'association ont permis de nouer progressivement des liens entre eux. Désormais, les Barbéchas élisent démocratiquement leur bureau lors d'une assemblée générale.



# II. Les défis / un projet pilote qui peut servir pour d'autres communes? / L'avenir de l'unité

## A. Les difficultés rencontrées

Les barbéchas et l'ONG International Alert ont été confrontés à plusieurs types de difficultés :

- Difficultés relatives à la faiblesse de la tradition de l'économie sociale et solidaire en Tunisie ;
- Difficultés relatives à la grande vulnérabilité des barbéchas : ceux-ci constituent une communauté fragmentée, sans tradition d'organisation syndicale, stigmatisée socialement et très pauvre (ceci est particulièrement vrai pour les femmes) ;
- Absence de cadre légal ;
- Absence de stratégie de lutte contre le chômage au niveau national ;
- Absence de disponibilités foncières susceptibles d'accueillir des projets, suite à la séparation administrative de Mnhla et d'Ettadhamen ;
- Faiblesse des ressources municipales et de stratégies locales en faveur de l'emploi ;
- Absence de stratégie nationale et locale en matière de recyclage et de traitement des déchets, ce qui explique en partie le manque de coopération entre les autorités locales et les barbéchas.

Si les campagnes de vaccination ont été un succès et que l'association compte désormais plus de soixante-dix barbéchas, l'étape suivante, plus technique, a été bien plus difficile. Il a fallu, en effet, structurer l'unité de recyclage dans un hangar situé à Etthdamen, la difficulté étant de trouver dans un premier temps un espace pouvant abriter l'unité.

Il était nécessaire d'élaborer une formule basée sur l'économie sociale et solidaire afin de rentabiliser et de structurer l'activité des barbéchas. L'idée était aussi de montrer à travers ce projet pilote qu'il peut être utile aux communes et aux municipalités de s'associer, et que les municipalités auraient tout intérêt à s'appuyer sur les barbéchas pour la gestion et la collecte des déchets, plutôt que de les concurrencer avec des équipes de collecteurs se déplaçant en pick-up.

“ Ils ont de meilleurs moyens de transport, ils ne connaissent pas le métier comme nous mais on les voit de temps en temps passer, prendre les bouteilles plastique dans les cages qui ont été mises à la disposition des citoyens. Ce n'est pas forcément gênant mais j'aimerais bien qu'on travaille ensemble, plutôt. Même si je préfère travailler seul, j'aimerais bien coopérer avec la municipalité. ”

Chokri Ayari.

L'une des difficultés rencontrées par l'association découle justement du manque de coopération entre les autorités locales et les barbéchas. Pour la petite histoire, quand les membres de l'association ont voulu faire enregistrer le nom de celle-ci, ils ont fièrement proposé « Association des barbéchas », mais on leur a refusé cette appellation, sans doute à cause du côté péjoratif qu'elle avait aux yeux du personnel administratif. Alors que la plupart des barbéchas sont fiers de leur métier, ils peinent à se faire entendre auprès des autorités locales. Le loyer de leur hangar se monte à 1.235 dinars, un coût énorme pour une association encours de structuration. La municipalité aurait pu leur éviter cela en leur octroyant un local gratuit ou au loyer symbolique.

“ Nous avons dès le début mis en place des critères pour que toutes les décisions soient collectives au sein de l'association. Si cette idée du collectif est bien présente et fait la force de l'association, cela devient difficile à gérer si l'argent vient à manquer. ”

Mehdi Barhoumi.

17

## **B. Le problème législatif : l'absence d'un cadre légal pour l'économie sociale et solidaire en Tunisie**

La mise en place de l'unité pilote a été un long défi pour les acteurs du projet, aussi bien du côté des barbéchas que d'International Alert, qui a octroyé un budget de 132.000 dinars pour lancer l'unité mais qui devra interrompre son financement à partir de décembre 2019. Plusieurs obstacles ont été rencontrés, témoignant de l'impossibilité de développer un modèle viable d'économie sociale et solidaire en l'absence d'un cadre juridique clair et un appui des autorités.

“

Nous avons rencontré d'énormes difficultés que nous n'avions pas imaginées au départ, notamment des problèmes d'ordre technique et logistique. Par exemple, nous avons récemment acheté une nouvelle machine plus puissante pour le broyage du plastique, dans le but d'augmenter la capacité de l'unité de production. Hélas, cette machine exige une plus grande puissance électrique, ce qui implique l'intervention de la STEG (Société tunisienne d'électricité et du gaz) dans le secteur. Or, cette intervention n'a toujours pas eu lieu. L'unité est donc immobilisée depuis des mois.

Olfa Lamloum.

”

Un autre problème a trait au manque d'interlocuteurs, sur le plan local et national, avec qui l'ONG pourrait échanger sur le thème de l'économie sociale et solidaire. Le manque de connaissances sur ce concept et l'absence de cadre juridique ont été deux des plus gros problèmes rencontrés par l'association au cours de son développement.

## C. Les défis créés par l'absence d'un cadre légal

Le statut d'entreprise sociale et solidaire n'existant pas en Tunisie, les barbéchas n'ont eu d'autre alternative que de fonder une association, un modèle inadapté qui contribue à freiner le développement de l'unité. La question des liquidités illustre très bien ce problème. En effet, le statut adopté interdit au trésorier, mais aussi à International Alert, de retirer du compte de l'association plus de 500 dinars par jour pour payer les barbéchas, alors que ceux-ci ont besoin d'une rémunération journalière. Par ailleurs, ce statut impose aux barbéchas de vendre leur plastique à un prix fixe, contrairement aux collecteurs qui peuvent indexer leurs prix sur l'inflation. Les machines, certes, leur permettent de broyer eux-mêmes les déchets et donc d'établir une véritable chaîne de production, potentiellement très rentable. Mais la problématique des liquidités complique tout. Le paiement des barbéchas est parfois stoppé à cause de la lourdeur de procédures administratives qui ne sont clairement pas adaptées au modèle économique choisi par l'association.

“

Avec la banque il nous faut parfois deux jours pour gérer le paiement des barbéchas dans les temps, vu qu'ils doivent être payés tout de suite. Leur vulnérabilité économique et leur situation familiale (les barbéchas ont souvent des familles à leur charge) font que nous ne pouvons pas nous permettre de faire attendre ces travailleurs pour leur paiement. Sinon, le lien de confiance se brise et ils retourneront travailler dans la rue avec leurs employeurs habituels. Le soutien des ONG ne peut pas compenser éternellement le désintéret des structures publiques.

Olfa Lamloum.

”

Si le décret-loi 2011-88 permet de fonder facilement une association, il semble que ce statut ne soit pas adapté aux nouvelles formes d'initiatives solidaires et sociales, qui ont besoin d'un cadre légal plus souple et plus conforme à leurs besoins. Le label Start-up Act, créé par la loi N°2018-20 et destiné aux jeunes entreprises, n'est pas plus approprié. Même si le gouvernement tunisien a mis en avant la question de l'économie sociale et solidaire dans son plan stratégique de développement 2016-2020 et que l'UGTT (Union générale tunisienne du travail) a planché sur un projet de loi dont les grandes lignes ont été ensuite reprises par le ministère de l'Emploi, le manque d'implication ou de volonté politique n'a cessé de retarder la création d'un cadre législatif adéquat. Certes, un ministre en charge de l'économie sociale et solidaire a été nommé, et un projet de loi est actuellement visible sur le **site du ministère de l'Emploi**, mais à ce jour ce projet n'a toujours pas été débattu au parlement.

Selon un fonctionnaire du ministère de l'Emploi, ce projet est en attente d'une soumission au parlement depuis janvier 2019. Dans sa forme actuelle, il définit l'économie sociale et solidaire, son cadre législatif, son financement, le renforcement de ses capacités ainsi que des avantages fiscaux :

« Nous avons fait un diagnostic, principalement dans le secteur de l'agriculture. Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait une dispersion des lois, un manque de respect des valeurs de l'économie sociale et solidaire et un manque de cadre juridique global. Nous sommes convaincus que l'économie sociale et solidaire est une des alternatives au chômage qu'elle peut permettre l'innovation sociale et encourager des micro-projets, surtout dans le domaine de l'agriculture et du tourisme. »

Le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle soutient donc ce projet de loi, qui a d'ailleurs donné lieu à une consultation nationale de la société civile en 2018. Le ministère a même lancé une initiative avec des bailleurs de fonds, intitulé PROMESS (Promotion des Organisations et des Mécanismes de l'Economie Sociale et Solidaire) et concernant près de 32 entreprises du secteur. Par ailleurs, le concept d'économie sociale et solidaire a été appliqué à des projets pilotes du Nord-Ouest qui ont pour l'instant le statut de SARL avec une charte reprenant les principes de cette économie et qui bénéficient d'une bourse d'accompagnement allouée par le Fonds de l'emploi.

Hélas, faute de loi, ces projets restent dans une phase expérimentale et vulnérable, tout comme l'expérience de l'unité de recyclage d'Ettadhamen. Confrontés au manque d'actions concrètes et à un certain désintérêt des autorités locales pour leur situation problématique, les barbéchas subissent une forme de marginalisation institutionnelle en plus de la marginalisation sociale qu'ils endurent depuis des années.

# III. Impact et perspectives :

## La structuration d'un secteur vulnérable, focus sur les barbéchas

### A. Comment les barbéchas envisagent-ils leur avenir face à ces défis ?

Deux enjeux principaux ressortent des discussions avec les barbéchas d'Ettadhamen, hommes ou femmes : la nécessité d'un cadre juridique adéquat, pour ne pas retomber dans une forme de précarité socio-économique, et le désir de travailler dans des conditions dignes, plus sûres que celles qu'ils connaissent actuellement. Tous les barbéchas expriment par ailleurs le souhait de préserver leur statut de travailleur indépendant tout en ayant accès aux droits de la santé et du travail.

Le projet de l'unité de recyclage et la structuration de la profession autour de l'association a été bénéfique pour beaucoup de barbéchas, qui n'hésitent plus à discuter entre eux des solutions à trouver.

20 | “

Nous voulons développer cette association, recycler plus de plastique et développer notre activité. Mais il faut de la persévérance, et il faut que les municipalités nous soutiennent.

Hassan Bouallegue.

”

“

Il faut que les gens aient confiance dans l'association pour que nous puissions exercer notre plaidoyer auprès de l'Etat et faire pression collectivement pour qu'il nous écoute. C'est beaucoup de travail, mais nous pouvons y arriver dans la mesure où l'association a un plan avec des objectifs à atteindre sur le long terme et une vision claire avec ce concept d'économie sociale et solidaire.

Belhassen Daboussi, 39 ans, trésorier de l'association.

”

L'une des autres priorités de l'association est de pouvoir aider individuellement chaque barbécha sur le plan du transport, sachant qu'une moto ou un tuc-tuc coûte entre 1.000 et 5.000 dinars.

Pour sa part, Dalila Ayari, qui souffre de douleurs à la jambe, se contenterait volontiers d'une brouette plus adaptée à son activité. D'autres barbéchas veulent simplement continuer à travailler et à profiter des opportunités que leur donne l'association, en faisant véritablement de ses locaux leur lieu de travail quotidien.

Il faut noter que l'association compte à ce jour quatre employés et un comptable, des maillons essentiels pour la structuration de l'activité. Si l'argent vient à manquer, ces nouveaux emplois auront été créés pour rien.

Le recyclage est un secteur très lucratif, mais pas forcément pour les barbéchas, parfois condamnés à vivre dans la précarité.

“

Nous ne pouvons pas accorder de crédits car nous restons tous des travailleurs indépendants, même ceux qui ont des patentes. Donc il est difficile pour quelqu'un comme Chokri d'investir dans un tuc-tuc alors qu'il ne peut pas mettre d'argent de côté ni bénéficier d'un crédit.

”

Hassan Bouallegue.

21

Une chose est sûre : si le lien de confiance a parfois été difficile à établir, si les problèmes de logistique et de matériel inactif ont pu générer des tensions, les barbéchas sont soudés et veulent faire évoluer leur métier afin qu'il soit reconnu comme une activité d'utilité publique et que l'on mesure ainsi son impact social et environnemental.

## **B. Les besoins premiers des barbéchas**

Si le principal objectif de cette étude est de mettre en avant les points forts et points faibles de l'expérience d'économie sociale et solidaire incarnée par le projet pilote d'Ettadhamen, il ne faut pas négliger pour autant la portée humaniste et sociale de ce projet. Les barbéchas ont les mêmes besoins de dignité et d'activité que les salariés ou les entrepreneurs. Leur métier est difficile, tributaire de l'inflation, du climat et des aléas de la vie. Mais les barbéchas sont aussi des médiateurs locaux, des maillons essentiels de la vie d'un quartier, autant que peuvent l'être un boulanger ou un épicier dans son hamas. La plupart ont des enfants à qui

ils veulent payer des études, des projets de construction plus ou moins aboutis, des familles dont la survie dépend de leur activité.

“ Personnellement je ne peux travailler que le matin, à cause de mes douleurs à la jambe mais aussi parce que j'élève seule mon fils. Mon mari est décédé. On est venu me voir pour soi-disant m'aider à rénover ma maison. Mais pour le moment, c'est toujours un taudis.

Dalila Ayari, barbécha, présidente de l'association.

“ Quand il pleut c'est une catastrophe pour nous, notamment à cause des mauvaises infrastructures du quartier qui nous obligent à arrêter le travail, mais aussi à cause de la boue et de l'eau qui viennent se mélanger aux déchets.

Chokri Ayari.

22 | Grâce à des micro-crédits accordés depuis 2005 par la Banque tunisienne de solidarité (BTS) aux jeunes entrepreneurs, certains barbéchas ont pu louer ou acheter un local et prêter de l'argent à d'autres barbéchas pour leur permettre de devenir eux-mêmes des collecteurs de plastique. D'autres ont eu recours à des institutions de micro-crédit comme Teycir ou Enda. Mais leur patente (150 dinars par an) et la nécessité de posséder des liquidités pour payer rapidement les barbéchas qui travaillent pour eux peuvent les mettre dans une situation de vulnérabilité.

“ Il m'a fallu bâtir des relations de confiance avec les grossistes pour qu'ils me prêtent l'argent nécessaire pour avancer les frais au début, puisqu'il faut payer les barbéchas dès la livraison de la collecte, mais ensuite j'ai pu rembourser mon crédit et m'établir à mon compte.

Mohamed Ali Nssib.

Si l'on compare les témoignages des barbéchas recueillis en 2019 à Ettadhamen à ceux récoltés par la GIZ pour son étude en 2014, on s'aperçoit que les revendications sont exactement les mêmes, si ce n'est que la commune a gagné une organisation plus structurée avec l'unité de recyclage. Mais le besoin de développer les relations avec les communes, ne serait-ce que pour faciliter les procédures administratives, est toujours aussi fort.

## C. L'importance de la question du genre

Les hommes et les femmes barbéchas ont des besoins sensiblement différents. Comme l'a confié Dalila Ayari, 46 ans, actuellement présidente de l'association, les femmes travaillent moins que les hommes car elles ne peuvent pas sortir la nuit et doivent souvent assurer l'intendance dans leur foyer, ainsi que la charge des enfants. Alors qu'un homme peut gagner 20 à 40 dinars grâce à une collecte de plastique étalée sur un à deux jours, Dalila, par exemple, n'en gagne que 10. Cette inégalité, également due aux difficultés de la profession, n'est pas prise en compte par les autorités, qui traitent de la même façon les barbéchas hommes et femmes.

Il faut noter ici que 40% des membres de l'association sont des femmes.

“

Ma mère a été barbécha toute sa vie, jusqu'à sa mort. J'ai commencé à l'aider à l'âge de dix ans, après l'école. C'est un travail pénible mais l'association peut faire en sorte que les conditions s'améliorent, aussi bien pour les femmes que pour les hommes.

| Belhassen Daboussi.

”

“

J'ai été femme de ménage pendant 23 ans mais mes problèmes de santé m'ont empêchée de continuer ; c'est pour cela que je suis devenue barbécha. Beaucoup faisaient déjà ce métier dans le quartier.

| Dalila Ayari.

”

## CONCLUSION

En Tunisie, la situation des barbéchas permet une réelle réflexion sur le principe de l'économie sociale et solidaire et son importance pour intégrer de nombreuses activités précaires dans un cycle économique moins discriminant et plus sécurisant.

Aujourd'hui chez les barbéchas, les attentes portent principalement sur le dépôt, la discussion et l'éventuel vote du projet de loi sur l'économie sociale et solidaire, mais aussi sur les mécanismes d'aide immédiats. En effet, les barbéchas attendent plus d'attention



et de compréhension de la part de l'Etat. Les problèmes liés aux installations électriques, aux questions budgétaires et aux procédures administratives pourraient bénéficier d'une souplesse et d'un accompagnement accrus de la part des autorités, de façon à aider au mieux cette profession qui travaille depuis toujours dans l'ombre.

Si la société civile est très présente dans l'accompagnement de l'économie sociale et solidaire, elle ne peut pas être son seul défenseur. Pour survivre, ce modèle économique a besoin d'un soutien institutionnel et d'une reconnaissance légale.

**International Alert**

Bureau C21, Bloc C, Residence Flamingo, Rue Lac Victoria, Berges du Lac, 1053, Tunis, Tunisie

**Tél.:** +216 71 964 905

**Mail :** [tunisia@international-alert.org](mailto:tunisia@international-alert.org)

**[www.international-alert.org](http://www.international-alert.org)**



[/InternationalAlert](https://www.facebook.com/InternationalAlert)



[@intalert](https://twitter.com/intalert)